

## DE BUENOS AIRES



N°16 – Du 14 au 20 avril 2023

## Les premiers pas de l'économie de la connaissance dans les pays du cône Sud

Selon le dernier rapport de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), la croissance de l'innovation s'est accélérée en 2022 mais demeure fragile en raison des perturbations qui menacent l'économie mondiale (guerre en Ukraine, faillite du Crédit Suisse). Bien que les dépenses mondiales de recherche et développement (R&D) aient fortement augmenté en 2022 pour atteindre 2.480 Md USD (+16,3% par rapport à 2021), le progrès technique et l'impact social de l'innovation ralentissent ce qui devrait être préjudiciable à la croissance de long terme. Cependant, deux secteurs pourraient à l'avenir avoir un effet disruptif sur l'économie mondiale, à savoir l'innovation digitale (intelligence artificielle, calcul intensif) et l'innovation dans la Deep science (biotechnologies, nanotechnologies). Dans ce domaine, les pays du cône Sud affichent un retard sur la tendance mondiale comme l'illustre leur position dans l'indice mondial de l'innovation (IMI) qui classe les pays en fonction de leur capacité innover et diffuser ces avancées dans la société. Sans surprise, le Chili se trouve au premier rang des pays d'Amérique du Sud mais seulement au 50e rang mondial sur 132 pays. Il est suivi par l'Uruguay (64e), l'Argentine (69e) et le Paraguay (91e). Ces résultats mitigés s'expliquent notamment par les lacunes du cadre réglementaire (Paraguay) et des marchés (Argentine) et par la faiblesse des investissements dans la R&D qui ralentissent l'essor technologique (54e pour le Chili, 62e pour l'Uruguay, 77e pour l'Argentine et 105e pour le Paraguay) et la créativité (53e pour l'Argentine, 55e pour le Chili, 74e pour le Paraguay et 85e pour l'Uruguay). L'un des médiateurs de l'innovation est le développement de l'économie de la connaissance, domaine dans lequel le cône Sud est mieux positionné au niveau mondial sans pour autant performer. Sur la dernière décennie, les exportations de services basés sur la connaissance ont augmenté de 78% au niveau mondial, soit un rythme bien supérieur à celui enregistré dans les pays du cône Sud. Le bon élève chilien s'établit seulement à la 44e place dans le classement de l'indice mondial de la connaissance (IMC) de 2022, grâce aux investissements privés en R&D, à l'écosystème actif et au soutien à la recherche académique, et cela en dépit des carences dans la formation et les revenus des travailleurs qualifiés. L'Uruguay (51e) se démarque par des bons résultats dans l'éducation supérieure (digitalisation des établissements scolaires, massification de l'accès à l'éducation) sans qu'ils ne retranscrivent complètement sur le marché du travail. L'Argentine (70e) capitalise sur son modèle académique (taux d'inscription au premier cycle universitaire élevé, respect de la propriété intellectuelle) mais pâtit des carences dans la formation et le commerce des technologies de l'information. De son côté, le Paraguay (83e) doit encore approfondir son système éducatif. Pourtant, les pays du cône Sud cherchent à développer l'économie de la connaissance pour notamment sortir de la dépendance au secteur primaire (en particulier les produits agricoles pour l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay). Des initiatives sont ainsi prises au Paraguay (loi du financement du système national de la science en 2022), au Paraguay (plan national du développement 2030), accompagnées d'une volonté d'accroître les investissements dans les sciences et les technologies en Argentine (objectif à 1,1% du PIB pour l'Argentine en 2032 contre 0,3% en 2021), au Chili (1% du PIB pour le Chili en 2027 contre 0,3% en 2022). Dans ce cadre, des agences dédiées sont créés en Argentine (CONICET), au Chili (CORFO) et au Paraguay (CONACYT).

LE CHIFFRE  
À RETENIR

50

Rang du Chili dans  
l'innovation mondiale

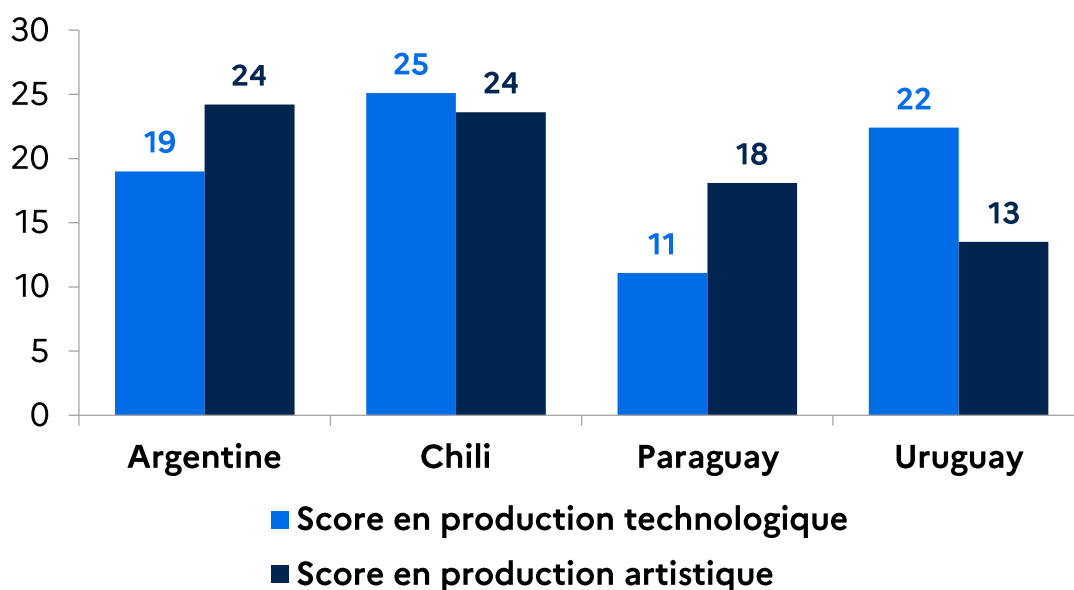
## Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
<b>Derniers chiffres annuels</b>					
Croissance du PIB réel	2022	5,2%	2,7%	0,2%	5,3%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	9,8%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2022	-2,4%	1,1%	-3,0%	-3,4%
Dettes publiques (% du PIB)	2022	84,5%	38,0%	36,6%	88,9%
Solde courant (% du PIB)	2022	0,7%	-9,0%	-5,2%	-2,5%
Dettes extérieures (% du PIB)	2022	79,8%	76,4%	32,5%	85,2%
<b>Prévisions et anticipations</b>					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	98,4%	5,0%	4,1%	7,1%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	0,2%	-1,0%	4,5%	2,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	-2,7%	-0,5%	0,2%	1,7%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	2,0%	1,9%	3,5%	2,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	0,7%	1,9%	2,5%	2,5%
<b>Pour mémoire</b>					
PIB nominal (Mds USD)	2022	512	325,3	39,6	62,4
Population (millions)	2022	46,3	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

## Graphique de la semaine

Cône Sud – Scores obtenus dans les sous-sections production du classement de l'Indice Mondial de l'Innovation en 2022



Sources : OMPI, SER Buenos Aires

# ARGENTINE

## Les pressions inflationnistes et l'incertitude politico-économique agitent les marchés financiers

**La volatilité financière et cambiaire s'est fortement accrue en Argentine depuis quelques jours, sur fond de mauvais résultats économiques et d'incertitude politique.** Les taux de change parallèles se sont en effet rapidement dépréciés par rapport au dollar américain, le taux sur le marché informel dit « Blue » étant passé de 400,0 à 440,0 ARS/USD (+10,0%) entre le 14 et le 20 avril, faisant ainsi passer le différentiel avec le taux de change officiel « Mayorista » de 86 à 102%. De leur côté, les taux de change financiers parallèles légaux, qui sont utilisés par les acteurs privés pour dollariser leurs positions, se sont aussi fortement dépréciés, passant de 404,9 à 435,4 ARS/USD (+7,5%) pour le « Contado con liquidación (CCL) » et de 398,6 à 420,0 ARS/USD (+5,4%) pour le « MEP ». Dans ce contexte, le risque pays a augmenté de 265 points de base (pdb), passant de 2.352 à 2.617 pdb.

**L'une des raisons de cette agitation des marchés financiers est la publication, le 14 avril, des chiffres d'inflation du mois de mars, qui ont été pires qu'anticipé.** L'inflation a atteint 7,7% en glissement mensuel (après +6,6% en février), un record depuis janvier 2017 (premier point disponible avec la méthodologie actuelle de calcul de l'inflation). Ce résultat, bien plus élevé que celui anticipé par les agents économiques (7,0%), a confirmé l'intensification des pressions sur les prix depuis novembre 2022, lorsque l'inflation mensuelle était de 4,9%. De son côté,

l'inflation sous-jacente est restée élevée, atteignant 7,2% en mars (après +7,7% en février). Les tensions inflationnistes ont surtout été portées par la réévaluation des dépenses d'éducation avec le début de l'année scolaire (+29,1% sur un mois) et la hausse des prix alimentaires (+9,3%). L'arrivée de la grippe aviaire en Argentine a notamment fait fortement augmenter le prix du poulet (+26,7% sur un mois) et des œufs (+25,7%).

**Face à ces tensions inflationnistes et cambiales croissantes, la Banque centrale a décidé de relever son taux directeur.** En effet, alors que l'inflation a atteint 104,3% en glissement annuel en mars et que les agents économiques anticipent désormais une inflation de 110,0% en fin de période en 2023, la Banque centrale a relevé de 300 pdb le taux des titres Leliq à 28 jours – servant de taux de référence – pour le porter à 81,0% et le maintenir modérément positif (environ 118% pour le taux annuel effectif). Cette décision vise dès lors à limiter les tensions inflationnistes et le creusement des différentiels de change, alors que de nombreux facteurs pourraient les accentuer, à l'instar de la sécheresse et de l'incertitude politico-économique à l'approche des échéances électorales.

**Une série de rumeurs politiques et économiques ont également contribué à accroître la volatilité financière et cambiale.** Sur le plan politique, les premières idées économiques présentées par certains candidats à l'élection présidentielle d'octobre prochain, ainsi qu'une rumeur sur une potentielle démission du ministre de l'Économie Sergio Massa (démentie par l'exécutif), ont agité les marchés. Sur le plan économique, des rumeurs sur l'évolution du programme avec le FMI, la perspective d'une



récession en 2023 (-2,7% attendus par les agents économiques), ainsi que des doutes sur le succès du « dollar soja III » lancé le 8 avril et en vigueur jusqu'au 31 mai pour dynamiser les réserves de change, ont également inquiété les marchés. Environ 1 Md USD a pour l'instant été obtenu grâce au « dollar soja III », sur les 5 Md USD espérés par le gouvernement. Les acteurs du secteur ont toutefois précisé que si les ventes de soja avaient été retardées par les conditions climatiques et des grèves dans les ports, elles devraient s'accélérer au cours des prochaines semaines.

### **A Catamarca, une société minière produit du carbonate de lithium grâce à un système d'extraction innovant**

La société Lake Resources, qui a investi 540 MUSD pour exploiter le site de Kachi à Catamarca, a annoncé avoir produit 2.500 tonnes de carbonate de lithium via un processus d'extraction, dit « direct », développé en partenariat avec l'américaine Lilac Solutions. Selon un communiqué de presse de l'entreprise du 17 avril, le projet Kachi serait le premier à produire du lithium à l'échelle commerciale en Amérique du Sud sans utiliser des bassins d'évaporation.

**La technologie employée dans le projet Kachi est plus efficace que les méthodes traditionnelles d'extraction par évaporation, qui utilisent des piscines de dépôt afin de concentrer le lithium contenu dans la saumure.** Les résultats du projet pilote de Lake Resources montrent que le nouveau processus est 10 fois plus rapide, permet d'utiliser 10 fois moins d'eau et d'extraire jusqu'à 80% du lithium contenu dans la saumure (contre 30-40% pour la méthode d'évaporation).

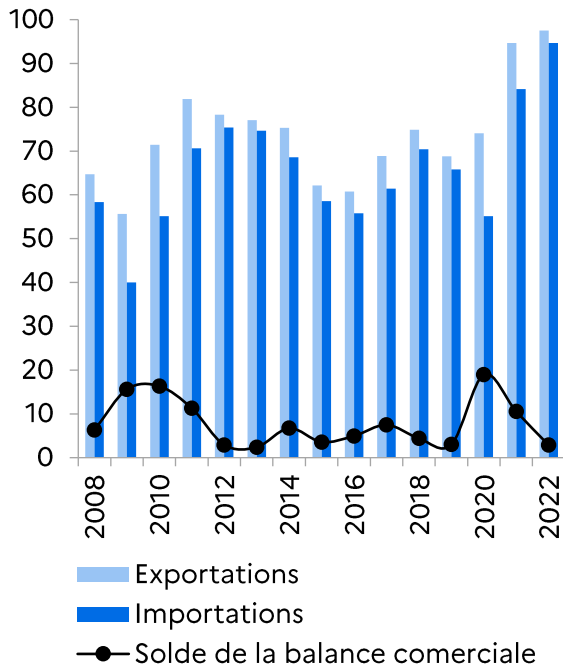
**Au vu de ces excellents résultats, la société Lilac Solutions a augmenté sa participation dans le projet de 10% à 20%.** Le consortium envisage également la mise en service du projet en 2024 – plus vite de ce qui était attendu – avec une production de 25.500 tonnes par an et, à partir de 2025, une production de 50.000 tonnes par an. Cette méthode d'extraction directe, utilisée également par la start-up française Adionics, permettra d'accélérer la production de ce métal stratégique essentiel à la transition énergétique.

## **CHILI**

### **Les exportations chiliennes atteignent un nouveau record en mars grâce au cuivre et au lithium**

**Les exportations chiliennes en mars 2023 ont atteint un niveau record de 9,8 Md USD (+13,1% par rapport à mars 2022), confirmant la tendance haussière des deux premiers mois.** Les exportations du premier trimestre culminent à 27,0 Md USD (+10,7% par rapport au T1 2022), soit le plus haut niveau trimestriel en vingt ans, et augurent une dynamique favorable pour le reste de l'année. La hausse des exportations est dynamisée par le secteur minier (+21,9% par rapport à mars 2022), en particulier le cuivre et le lithium. Les services (+44%) et les produits aquacoles (grâce aux prix élevés du saumon) montrent également de très bons résultats.

## Évolution du commerce extérieur (Mds USD)



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

**Les exportations de cuivre se sont élevées en mars à 4,6 Md USD (+9,9% par rapport à mars 2022) et celles de lithium à 0,95 Md USD (+174%).** La valeur des exportations de cuivre s'explique par la hausse des cours depuis le début d'année, malgré divers problèmes opérationnels comme la baisse des teneurs en cuivre des gisements, le manque d'eau et les fonderies vieillissantes qui avaient en partie plombé la production chilienne de cuivre en 2022 (en particulier la production de l'entreprise nationale Codelco). Les exports de lithium ont pour leur part continué leur progression fulgurante après la hausse de +518% enregistrée en 2022 (+326% en prix et +47% en volume), ce qui en fait le deuxième produit d'export chilien après le cuivre et a rapporté des recettes fiscales exceptionnelles à l'État chilien en 2022. Le dynamisme du lithium plus fort que prévu est particulièrement positif pour le Chili, alors

que les priorités du gouvernement pour les prochaines semaines sont la fiscalité des ressources minières (loi sur les royalties) et la publication de la Politique nationale du lithium (reportée à courant avril à cause d'un contexte intérieur monopolisé par les sujets sécuritaires ces deux dernières semaines).

**En revanche, les importations chiliennes ont baissé de 17% en mars 2023 par rapport à l'an passé, atteignant 6,9 Md USD, du fait de la baisse des imports de biens de consommation (-41%) portée par la fin de l'effet rebond post-covid et l'inflation.** Ainsi, le Chili a dégagé un solde commercial net de +2,9 Md USD en mars, rééquilibrant provisoirement sa balance commerciale à son avantage après l'année 2022, qui avait été légèrement déficitaire à -0,9 Md USD. Ce solde commercial est par ailleurs le plus élevé enregistré depuis avril 2007.

### Le salaire minimum chilien augmente à 500.000 pesos (570 euros)

**La Central Unitaria de Trabajadores (CUT), principal syndicat de travailleurs, et le gouvernement représenté par la ministre du Travail, Jeannette Jara, et le ministre des Finances, Mario Marcel, ont trouvé un accord pour augmenter, de manière graduelle, le salaire minimum à \$500.000 (570€) d'ici juillet 2024.** Le président Gabriel Boric s'était engagé lors de sa campagne à atteindre cet objectif à l'horizon 2026. Ainsi, ce salaire serait porté à \$440.000 (505€) au 1<sup>er</sup> mai 2023, puis à \$460.000 (530€) le 1<sup>er</sup> septembre 2023 et enfin à \$500 000 (570€) le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

**Si l'indice des prix à la consommation (IPC) accumulé au cours de l'année 2023 dépasse 6%, une augmentation préalable de 10.000 pesos chiliens (12€) sera mise en place au 1<sup>er</sup>**



**janvier 2024 selon l'accord signé.** Cette mesure en faveur des salariés les plus pauvres sera effective un an avant l'échéance prévue pour faire face à l'augmentation du coût de la vie au Chili.

**Afin de mettre en place cette mesure dans les meilleures conditions, le ministre de l'Économie, Nicolas Grau, s'est engagé à recevoir les représentants des PME pour définir les modalités d'absorption du coût de l'augmentation du revenu minimum.** Le gouvernement réfléchit également à la création d'une subvention publique pour soutenir les PME et éviter une détérioration du marché du travail. En sus, une série d'outils destinés à protéger le pouvoir d'achat des travailleurs sont en pourparlers avec les syndicats notamment la prolongation jusqu'à mai 2024 de l'allocation familiale électronique prévue par la loi n°21.550 du 25 mars 2023, qui expire en principe le 31 décembre 2023.

**L'accord prévoit également la création du conseil de sécurité économique des travailleurs, composé de la CUT et des ministères des finances, du travail et de la sécurité sociale, de l'économie et du développement social et de la famille.** Sa mission sera d'observer l'évolution du prix des denrées alimentaires de base et pourra proposer des mesures compensatoires en faveur des familles particulièrement vulnérables.

## URUGUAY

### **La Banque centrale abaisse son taux directeur pour la première fois depuis août 2021**

**A l'occasion de la réunion mensuelle de politique monétaire, la banque centrale uruguayenne a abaissé son taux directeur de 25 points de base pour l'établir à 11,25%.** La banque a constaté un allègement de la pression sur les prix durant ces six derniers mois et le maintien de l'ancrage des anticipations d'inflation sur la cible de la Banque à moyen terme. Selon l'indice des prix à la consommation publié par la banque centrale, l'inflation s'établit à 7,3% en mars, après 7,5% en février et un pic à 9,9% en septembre 2022. A ce niveau, la hausse des prix retrouve son rythme enregistré en juin 2021.

**Cette tendance baissière devrait se poursuivre au cours des prochains mois, en raison de l'impact négatif de la sécheresse sur la croissance (pertes estimées à 1,8 Md USD, soit 2,5 % du PIB de 2023).** En effet, dans les enquêtes publiées en avril par la Banque centrale, le marché prévoit une croissance de seulement 1,5% en 2023 (versus +2,0% pour le gouvernement et le FMI) avec une progression de l'activité qui resterait modérée en 2024 et 2025 (à respectivement +2,6% et +2,3%). Par conséquent, les acteurs économiques s'attendent à une poursuite de la désinflation sans toutefois écarter le risque d'hausses ponctuelles des prix sur les produits fortement impactés par la sécheresse (surtout les produits agricoles et énergétiques). En moyenne annuelle, le marché s'attend ainsi à une inflation de 7,3% en 2023, 6,9% en 2024 et enfin 6,5% en 2025.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-François Michel,  
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :  
LinkedIn :  
Twitter :

simeon.morvan@dgtresor.gouv.fr  
Service Économique Régional pour le Cône Sud  
@Tresor\_ConoSud